



DECLARATION FSU – CDEN 59 – 16 septembre 2020

Quoi qu'en dise le ministre de l'Éducation Nationale, cette rentrée est hors norme. L'épidémie de coronavirus impacte l'organisation et le fonctionnement des établissements. Les personnels doivent remettre en place les apprentissages dans un cadre collectif et prendre en charge une grande hétérogénéité des élèves suite à la longue période de confinement. La reprise à la hausse du nombre de personnes atteintes par la COVID inquiète les élèves, leurs familles et les personnels.

Le ministre aurait pourtant pu faire de cette rentrée une rentrée exceptionnelle et la préparer dès le mois de juin pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire : en recrutant davantage d'enseignants pour permettre le travail en effectifs réduits ; en rééchelonnant les programmes ; en renforçant les équipes pluri-professionnelles ; il aurait pu reconnaître l'engagement sans faille des personnels par une réelle revalorisation, et débloquer les crédits nécessaires à leur équipement informatique. Il avait aussi l'occasion de revenir sur ses réformes contestées (lycée et bac). Au lieu de cela, le ministre s'est borné à communiquer dans les médias sur une rentrée qui serait « normale ». Il a eu beau répéter que tout était prêt, les retours que nous avons des établissements montrent tout le contraire : problèmes d'aération, limitation difficile du brassage, distanciation impossible dans les salles de classes ... Même les masques manquent pour les personnels alors que le Ministère devrait en fournir deux pour chaque jour de présence dans les établissements. Encore une fois, c'est l'engagement des personnels sur le terrain qui pallie les insuffisances du ministre et de l'institution. Néanmoins, la situation semble se dégrader très vite et des classes ou établissements ont déjà été fermés dans le département. La FSU dénonce cette impréparation alors qu'elle alerte et fait des propositions au ministre et au gouvernement depuis le mois de juin. Le gouvernement aurait dû consentir à d'importants investissements dans l'école comme l'ont fait d'autres pays. Au lieu de cela, il a préféré la méthode Coué, excluant totalement l'école de son plan de relance de 100 milliards d'euros.

On voit bien que l'école n'est pas une priorité dans le monde d'après du Président Macron et de son gouvernement. La FSU saura leur rappeler la nécessité d'une école pour la réussite de tous les élèves, d'une école ambitieuse avec les moyens correspondant aux besoins afin de ne laisser aucun élève sur le côté. Nous rappellerons tout cela ce jeudi 17 septembre dans la journée d'action nationale sur l'emploi, première étape des nécessaires mobilisations qui feront que le monde d'après ne sera pas celui d'avant.

Au niveau du département, les retours que nous avons font état de manques malgré les fournitures de protection fournies. Bon nombre de collèges ont dû acheter eux-mêmes des fournitures ce qui ne sera pas sans conséquences sur leur budget. Un certain nombre d'établissements n'ont pu fournir du gel hydroalcoolique en quantité suffisante pour équiper toutes leurs salles, d'autres manquent de virucide ou de lingettes pour désinfecter le mobilier et les équipements pédagogiques. Les situations sont assez disparates mais partout l'énorme travail des agents d'entretien est souligné tout en relevant qu'ils sont souvent en sous effectifs et qu'ils sont déjà très fatigués. La FSU regrette que le département n'ait pas davantage anticipé cette rentrée en fournissant davantage de fournitures de protection aux établissements, en proposant des solutions, même provisoires, aux établissements rencontrant des problèmes de bâti, concernant l'aération ou les toilettes par exemple. Concernant le personnel d'entretien, la FSU exige que le département

renforce les équipes d'agents dans les collèges en recrutant des emplois pérennes et statutaires. Le recours à l'externalisation n'est pas la solution. La FSU continue de demander la fin de ce principe, la présence continue des agents d'entretien est plus que jamais importante. La FSU rappelle qu'ils assument des missions qui vont bien au-delà de l'entretien des locaux des collèges, en étant aux côtés des élèves et des personnels toute la journée. Nier cela, c'est se couper de la réalité du terrain et précariser encore davantage ces personnels tout en les exposant à des risques pour leur santé.

Concernant le budget des dotations de fonctionnement des collèges, nous notons une légère hausse de celui-ci. La FSU regrette fortement que cette hausse ne soit pas plus importante, ne serait que pour palier les surcoûts générés par la crise sanitaire dans les établissements. Le département doit être aux côtés des établissements afin que leur fonctionnement et leur offre pédagogique ne soient pas impactés par cette crise sanitaire. La FSU rappelle, par ailleurs, qu'elle demande que les masques et le gel hydroalcoolique soient pris en charge par l'État pour les élèves comme pour les personnels. C'est une question d'égalité au plan national.

Nous terminerons cette déclaration en interrogeant le conseil départemental sur ce que représentent les plans de verdissement dont certains collèges se voient dotés, et dont les sommes nous paraissent astronomiques au regard d'autres priorités. Des collègues du collège Anne Frank de Grande-Synthe, par exemple, nous font état d'un budget de 800 000 euros pour reverdir l'établissement alors que celui-ci est, par ailleurs, déjà très vert avec un parc, une mare pédagogique, des arbres et des buissons... Qu'en est-il exactement ?